



LES JEUNES FRANÇAIS ISSUS DE L'IMMIGRATION SONT-ILS DÉPOLITISÉS ?

Antoine JARDIN *

Les descendants de migrants représentent 6,7 millions de personnes en France, soit plus de 10 % de la population en 2008¹. Qu'ils aient un ou deux parents immigrés, 4,5 millions d'entre eux sont majeurs et disposent de la nationalité française. L'arrivée de ces nouveaux électeurs dans le jeu politique est susceptible d'avoir des conséquences sur le système partisan via la compétition entre les partis qui cherchent à mobiliser les groupes sociaux et à s'attacher leurs suffrages. L'immigration est devenue un enjeu politique central depuis les années 1980, alimentant la montée du Front national et renforçant la polarisation entre la gauche et la droite parlementaire en matière de questions sociétales et culturelles.

L'enquête pionnière *Rapport au politique des Français issus de l'immigration* (RAPFI) réalisée par Sylvain Brouard et Vincent Tiberj en 2005² a montré que le rapport au politique³ des Français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque se distinguait peu, à caractéristiques sociales contrôlées [équivalentes ? ?], de celui du reste du corps électoral. Les auteurs concluaient que les Français issus de l'immigration étaient des « Français comme les autres », bien qu'ils présentent certaines spécificités, notamment une opinion plus favorable à l'immigration et un positionnement politique plus souvent marqué à gauche.

* Politiste, Centre d'études européennes, Sciences Po, **Paris ? ? ?**. Nous remercions particulièrement Laure Mogueuou pour son aide dans l'obtention et l'analyse des données, ses remarques et les modifications apportées à notre texte.

1. Cf. BOUVIER, Gérard, "Les descendants d'immigrés plus nombreux que les immigrés : une position française originale en Europe", in : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, *Immigrés et descendants d'immigrés en France*, Paris : INSEE, 2012, pp. 11-28.
2. Cf. BROUARD, Sylvain ; TIBERJ, Vincent, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris : Presses de Sciences Po, 2005, 157 p.
3. Le rapport au politique est notamment appréhendé *via* la confiance dans la démocratie, les préoccupations et le positionnement politique.

Il est aujourd'hui possible d'aller plus loin grâce à l'enquête *Trajectoires et Origines* (TeO)⁴, qui renseigne sur les attitudes et la participation politiques des descendants de migrants de toutes origines. Nous proposons ici de reprendre et de prolonger les travaux réalisés par Patrick Simon et Vincent Tiberj⁵ à partir de cette même source, en nous focalisant sur les descendants de migrants âgés de 18 à 35 ans en 2008 et en les comparant systématiquement à la population du même âge n'ayant pas d'ascendance migratoire directe. Nous examinerons d'abord les attitudes à l'égard du politique (intérêt et positionnement) puis les pratiques (inscription sur les listes électorales et exercice du droit de vote) de ces jeunes. Nous commençons par un bref aperçu de la littérature sociologique sur la politisation des jeunes et ses déterminants.

La politisation des jeunes et ses déterminants

Les enquêtes *Valeurs* permettent d'analyser la politisation des jeunes âgés de 18 à 30 ans à travers différents indicateurs⁶. La part des jeunes qui se déclarent très intéressés par la politique a doublé entre les deux dernières enquêtes (1999 et 2008). De ce point de vue, les jeunes ne se distinguent plus des adultes et tendent même à les dépasser⁷. Toutefois, les jeunes avec un faible niveau d'études ont un rapport plus distancié à la politique que les jeunes plus diplômés.

La dernière enquête *Valeurs*, menée en 2008, fait également apparaître que les 18-35 ans refusent nettement moins qu'auparavant de se classer sur une échelle politique. Les analyses politiques ont montré que, depuis une quarantaine d'années, les nouvelles générations privilégient une orientation à gauche, mais l'écart avec la droite diminue régulièrement. Elles soulignent également l'influence du niveau d'études sur les

4. Cf. BEAUCHEMIN, Cris ; HAMEL, Christelle ; SIMON, Patrick (coordonné par), *Trajectoires et Origines : enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats*, Paris : INED, 2010, document de travail n° 168, 151 p.

5. Cf. SIMON, Patrick ; TIBERJ, Vincent, *La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France*, Paris : INED, 2012, documents de travail n° 175, 45 p. Les auteurs envisageaient successivement la confiance en différentes institutions, l'inscription sur les listes électorales, la participation aux échéances électorales de 2007 (élection présidentielle) et de 2008 (élections municipales), enfin le positionnement politique des populations migrantes et descendantes de migrants de tout âge.

6. Bernard Roudet en analyse quatre : l'importance prise par la politique dans la vie, l'intérêt déclaré pour la politique, la fréquence des discussions politiques entre amis, enfin, le suivi de l'actualité politique. Voir ROUDET, Bernard, "Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires", *Observatoire de la Jeunesse*, n° 2, novembre 2010, 4 p., http://www.injep.fr/IMG/pdf/JES_2_lien_politique_jeunes.pdf

7. *Ibidem*.

rapports des jeunes à la politique⁸, les plus précaires étant les moins à même de se positionner politiquement⁹.

Depuis les analyses pionnières de Guy Michelat et Michel Simon, nous savons que la religion oriente les attitudes politiques : le clivage gauche/droite reste fortement structuré autour de l'appartenance confessionnelle¹⁰. Les auteurs ont montré l'ancrage à droite des électeurs chrétiens, phénomène que l'on observe encore aujourd'hui¹¹. Ces travaux pionniers n'avaient cependant pris en compte que le catholicisme. Plus récemment, différentes enquêtes ont été menées pour interroger l'effet spécifique du rapport à l'islam sur les attitudes et comportements électoraux. Pour Claude Dargent, le fait de se déclarer musulman serait associé à un positionnement politique à gauche¹². Pour les concepteurs de l'enquête RAPFI, l'effet de l'affiliation à l'islam s'annule une fois contrôlé le rapport à l'immigration.

Les politistes ont montré que la participation politique s'expliquait par différentes variables lourdes qui comprennent les caractéristiques sociales des individus¹³. Les chômeurs, les précaires ou encore les jeunes non qualifiés ou peu qualifiés affichent un faible taux de participation. L'étude récente de Xavier Niel et Liliane Lincot sur l'inscription et la participation électorale en 2012 confirme ces tendances¹⁴ et montre également que le taux d'inscription chez les moins de 40 ans est significativement plus faible que pour le reste de la population française. Ce résultat est doublement contre-intuitif : d'une part, les cohortes les

8. *Ibidem*.

9. Selon Pierre Bourdieu, le niveau d'études permet d'apprécier le sentiment de compétence politique, c'est-à-dire notamment de s'exprimer et de prendre position sur des sujets politiques. Voir BOURDIEU, Pierre, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris : Éd. de Minuit, 1979, 672 p.

10. Cf. MICHELAT, Guy ; SIMON, Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 500 p.

11. Cf. TIBERJ, Vincent, *Classes, religions et cohortes : les logiques sociologiques du vote de gauche (1988 - 2012)*, Paris : Programme TriÉlec, note du projet Dynamiques politiques, 2012, <https://sites.google.com/a/iepg.fr/trielec/resultats-analyses/enquetes-pre-electorales/vague-t2/classesreligionsetcohortesleslogiquessociologiquesdudotedegauche1988-2012>

12. Cf. DARGENT, Claude, *Le vote des musulmans*, note n° 5, série "Les électors sociologiques", Paris : CEVIPOF, décembre 2011, 4 p., http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/911/publication_pdf_notedargent.pdf. L'auteur indique, notamment à partir de travaux sur les données des élections présidentielles de 2007, que « *ce n'est pas parce qu'ils sont d'origine immigrée que les musulmans français sont de gauche, mais bien parce qu'ils sont musulmans* ».

13. Cf. MAYER, Nonna, "Pas de chrysanthème pour les variables sociologiques", in : DUPOIRIER, Élisabeth ; GRUNBERG, Gérard (sous la direction de), *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris : Presses universitaires de France, 1986, pp. 149-165 ; MAYER, Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Paris : Éd. Armand Colin, 2010, 288 p.

14. Cf. NIEL, Xavier ; LINCOT, Liliane, "L'inscription et la participation électorales en 2012. Qui est inscrit et qui vote", *INSEE Première*, n° 1411, septembre 2012, 4 p., http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1411

plus jeunes sont plus diplômées que les plus âgées ; d'autre part, depuis 1997, les jeunes ayant 18 ans dans le courant d'une année électorale sont automatiquement inscrits sur les listes. Aussi la moindre participation électorale des jeunes a-t-elle été analysée comme un effet du cycle de vie : les années de jeunesse seraient un « moratoire électoral »¹⁵. Inscription sur les listes électorales et exercice du droit de vote augmentent avec l'entrée dans la vie adulte au fur et à mesure de l'insertion sociale et professionnelle¹⁶. D'ailleurs, les ouvriers et les employés sont moins inscrits sur les listes électorales que les cadres, les chômeurs moins que les personnes qui ont un emploi. Ainsi, les catégories sociales les plus défavorisées et/ou les moins "installées" délaissent plus souvent que les autres la possibilité de s'exprimer par le vote¹⁷.

De plus, être inscrit sur les listes électorales ne signifie pas nécessairement être un électeur votant. L'abstention, plus forte chez les jeunes que chez les adultes, s'est répandue dans la société française notamment sous la forme de l'intermittence, mais le différentiel de participation électorale entre jeunes et adultes est relativement stable depuis 30 ans¹⁸. En 2012, les personnes les plus âgées figuraient parmi les plus abstentionnistes, mais les jeunes, déjà moins inscrits sur les listes électorales que les autres, étaient aussi particulièrement nombreux parmi les inscrits à n'avoir voté à aucun des scrutins présidentiels¹⁹. Les jeunes les plus en difficulté (peu diplômés et/ou au chômage) sont davantage abstentionnistes que les jeunes les plus diplômés²⁰.

L'étude de 2012 suggère, enfin, que le lieu de résidence exerce un effet sur les taux d'inscription et d'abstention : une fois pris en compte l'effet des régions d'inscription sur les listes électorales et les caractéristiques socio-démographiques des électeurs, les habitants des pôles urbains (par opposition au monde rural) ont plus tendance

15. MUXEL, Anne, *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement*, Paris : Éd. du Seuil, 2010, 239 p.

16. Cf. TOURNIER, Vincent, "Comment le vote vient aux jeunes : l'apprentissage de la norme électorale", *Agora Débats/Jeunesse*, n° 51, 2009, pp. 79-96.

17. Cf. NIEL, Xavier ; LINCOT, Liliane, "L'inscription et la participation électorales en 2012. Qui est inscrit et qui vote", art. cité ;

18. Cf. TOURNIER, Vincent, "Comment le vote vient aux jeunes : l'apprentissage de la norme électorale", art. cité. Ce qui augmente tout particulièrement parmi les jeunes, c'est l'abstentionnisme intermittent. Le vote étant moins conçu comme un devoir, autrefois accompli sans même être politisé, que comme un droit exercé au gré des enjeux mobilisateurs du moment. Voir BRÉCHON, Pierre, "La participation politique : crise et/ou renouvellement", *Cahiers Français*, n° 316, septembre-octobre 2003, pp. 64-69.

19. Cf. NIEL, Xavier ; LINCOT, Liliane, "L'inscription et la participation électorales en 2012. Qui est inscrit et qui vote", art. cité.

20. Cf. ROUDET, Bernard, "Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires", art. cité.

à ne pas être inscrits et à s'abstenir que les autres. Les logiques de retrait de la participation dans les cités les plus marginalisées, détaillée à partir des élections présidentielles de 2002 par Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, semblent se maintenir partiellement dans les contextes de fortes mobilisation tels que les élections présidentielles de 2007 et 2012²¹.

Sachant que l'âge, le diplôme, les conditions de résidence, l'appartenance religieuse sont susceptibles d'exercer une influence tant sur les attitudes que sur les comportements politiques, il faut en tenir compte dans les analyses menées sur la politisation des jeunes descendants de migrants. Leur âge moyen est plus faible que celui des jeunes de la population majoritaire, moins diplômés (et cela s'explique notamment par l'ancrage populaire de leurs familles), ils résident davantage en milieu urbain, dans des zones urbaines sensibles (ZUS), et cela est d'autant plus vrai que leurs parents sont issus des courants migratoires post-coloniaux (Maghreb et Afrique subsaharienne)²².

L'enquête TeO révèle qu'ils ont en outre un rapport spécifique à la religion. Ils sont en moyenne plus nombreux que les jeunes de la population majoritaire à déclarer avoir une religion (67 % contre 43 %), en particulier quand leurs parents sont venus du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne et de Turquie (environ 80 %)²³. Parmi les personnes déclarant une appartenance religieuse, l'importance accordée à celle-ci est nettement plus importante pour les descendants de migrants (60 %) que pour la population majoritaire (23 %)²⁴ et pour les femmes que pour les hommes. Près de 80 % des descendants d'immigrés originaires du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne et 73 % de ceux dont les parents sont venus de Turquie déclarent que la religion est importante dans leur vie. Enfin, parmi les personnes ayant une religion, l'appartenance religieuse varie selon les groupes d'origine : 90 % des jeunes dont les parents sont nés en France ou en Europe se revendiquent chrétiens ; 90 % des descendants d'immigrés du Maghreb ou de Turquie

21. Cf. BRACONNIER, Céline ; DORMAGEN, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris : Éd. Gallimard, 2007, 460 p.

22. Cf. BORREL, Catherine ; LHOMMEAU, Bertrand, "Être né en France d'un parent immigré", *INSEE Première*, n° 1287, mars 2010, 4 p.

23. Les déclarations des jeunes dont les parents sont venus d'Asie du Sud-Est (57 %), d'Espagne ou d'Italie (48 %) sont relativement proches de celles des jeunes de la population majoritaire. Les déclarations des jeunes dont les parents sont venus d'un DOM (36 %) ou du Portugal (37 %) sont dans une position intermédiaire. Les femmes, quel que soit le groupe d'origine, se déclarent moins souvent sans religion que les hommes.

24. Les descendants de personnes originaires d'un DOM sont, quant à eux, 45 % à estimer que la religion est « *assez* » ou « *très importante* » dans leur vie quotidienne.

se déclarent musulmans. 60 % d'enfants d'immigrés originaires du Sud-Est asiatique déclarent avoir une "autre religion" et 33 % se disent chrétiens. Un tiers de ceux dont les parents sont originaires d'Afrique subsaharienne se déclarent chrétiens et deux tiers musulmans.

Les attitudes politiques des jeunes peuvent être influencées par leurs caractéristiques sociodémographiques et leur religiosité, mais également par les transmissions et socialisations familiales. La famille reste un vecteur fondamental dans la transmission des choix idéologiques et un creuset indéniable de l'identité politique des individus²⁵. Elle joue un rôle décisif sur la formation des choix ultérieurs et conduit notamment à une certaine reproduction des grandes orientations politiques des parents par leurs enfants²⁶. La moindre socialisation politique des descendants de migrants est d'autant plus plausible que, parmi les migrants, nombreux sont ceux qui n'ont pas la nationalité française et ne peuvent donc pas participer aux élections en France. De plus, les parents migrants, de façon générale, sont moins diplômés et davantage inscrits dans les milieux populaires que le reste de la population française, caractéristiques qui sont également susceptibles de peser négativement sur la politisation de leurs enfants. Toutefois, certains parents venus de pays non démocratiques ont été des opposants politiques dans leurs pays, ont souffert de ne pas pouvoir s'exprimer et exercer pleinement leur citoyenneté. Ils transmettraient dès lors leurs engagements à leurs enfants. Plus généralement, les parents pousseraient leurs enfants à participer au titre de leur citoyenneté et plus encore quand eux n'ont pas pu le faire²⁷.

Les attitudes politiques des jeunes

Les jeunes descendants de migrants sont dans certains groupes (Maghreb, Afrique subsaharienne, Asie du Sud-Est, pays européens hors Europe du Sud) plus de 50 % à se déclarer intéressés par la politique, contre 43 % des jeunes de la population majoritaire et de ceux dont les parents sont venus de Turquie (tableau 1). Les femmes appa-

25. Cf. BRÉCHON, Pierre, "La participation politique : crise et/ou renouvellement", art. cité.

26. Cf. MUXEL, Anne, "Les temporalités et les instances de la socialisation politique", *Cahiers français*, n° 350, mai-juin 2009, pp. 84-88.

27. Cf. BROUARD, Sylvain ; TIBERJ Vincent, "L'incorporation politique 'à la française' : modèles explicatifs des alignements politiques des Français d'origine maghrébine, africaine et turque", *Migrations Société*, vol. 19, n° 113, septembre-octobre 2007, pp. 127-148.

raissent, dans tous les groupes, y compris dans la population majoritaire, relativement moins intéressées par la politique que les hommes²⁸.

Les descendants de migrants se positionnent davantage à gauche (plutôt qu'à droite ou au centre²⁹) que les jeunes de la population majoritaire (67 % contre 49 %), en particulier lorsque leurs parents sont venus de l'Afrique subsaharienne (83 %) et du Maghreb (77 %) (tableau 1). Mises à part les descendantes d'immigrés subsahariens, les femmes se placent davantage à gauche de l'échiquier politique que les hommes, et cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les femmes de la population majoritaire et celles dont les parents sont venus d'Espagne ou d'Italie.

Tableau 1 : Les attitudes politiques des jeunes selon la provenance de leurs parents

Provenance des parents	Part des jeunes déclarant être intéressés par la politique	Part des jeunes déclarant se positionner à gauche (plutôt qu'à droite ou au centre)
Population majoritaire	43	49
DOM	47	67
Maghreb	53	77
Afrique subsaharienne	51	83
Asie du Sud-Est	52	50
Turquie	43	69
Portugal	39	56
Espagne-Italie	48	55
Autres pays de l'UE 27	60	52
Autres pays	58	59

Champ : Jeunes (18-35 ans) de la population majoritaire ou descendants de migrants ; résultats pondérés.

Lecture : 43 % des jeunes de la population majoritaire se disent très intéressés par la politique nationale ; 49 % des jeunes de la population majoritaire déclarent être à gauche (plutôt qu'à droite ou au centre). Sont exclues les personnes déclarant être ni à gauche ni à droite.

Source : Enquête *Trajectoires et Origines*, INED-INSEE, 2008.

Nous construisons ensuite deux modèles de régression logistique : le premier modélise la probabilité d'être intéressé par la politique (plutôt que de ne pas l'être), le second la probabilité de se positionner à gauche (plutôt qu'à droite ou au centre). Différentes variables (qui correspondent aux variables lourdes dont l'influence est décrite dans la première partie) sont introduites dans ces modèles : le sexe des individus, leur âge (18-25 ans ou 26-35 ans), leur origine sociale (variable com-

28. Seules les descendantes d'immigrés en provenance d'Asie du Sud-Est sont davantage intéressées par la politique que les hommes de même origine (55 %, contre 49 %).

29. Les personnes déclarant n'être ni à gauche ni à droite ne sont pas incluses dans les analyses.

binant la catégorie socioprofessionnelle du père et celle de la mère et ne gardant que la plus élevée des deux), leur niveau de diplôme (articulé en cinq catégories — sans diplôme, BEPC³⁰, CAP-BEP³¹, baccalauréat, diplôme supérieur au baccalauréat — auxquelles s'ajoutent les individus qui font des études et qui sont distingués selon qu'ils sont dans l'enseignement secondaire ou inscrits dans l'enseignement supérieur), leur appartenance religieuse (chrétiens, musulmans ou autres religions), leur situation au regard de l'emploi en 2008 (en emploi, en cours d'études, au chômage ou autres inactifs), enfin, le fait de résider ou non en ZUS.

Les déterminants de l'intérêt pour la politique sont, en premier lieu, le niveau du diplôme, les étudiants et les diplômés de l'enseignement supérieur étant bien plus susceptibles de s'intéresser à la politique que les jeunes qui n'ont pas de diplôme (tableau 2). L'origine sociale est une autre ligne de clivage : les enfants des classes moyennes et supérieures sont plus enclins à s'intéresser à la politique que les jeunes des milieux populaires. Les caractéristiques personnelles des individus jouent également : les femmes se déclarent moins intéressées que les hommes par la politique et les individus les plus âgés (26-35 ans) davantage que les plus jeunes (18-25 ans). La religion, le lieu de résidence et le statut à l'égard de l'emploi ne semblent exercer aucun effet propre.

Les descendants de migrants venus du Maghreb ou du reste de l'Afrique manifestent un intérêt prononcé pour la politique qui ne s'estompe pas avec la prise en compte de leurs caractéristiques démographiques, sociales et résidentielles. Il en va de même des jeunes dont les parents sont originaires d'Espagne, d'Italie ou d'autres pays européens (hors Portugal). Les jeunes d'autres origines ne se démarquent pas, à milieux comparables, des jeunes de la population majoritaire.

Les déterminants du positionnement politique à gauche semblent relativement distincts de ceux de l'intérêt pour la politique (tableau 2). En effet, le niveau du diplôme de même que l'âge n'exercent plus ici d'effet significatif. La religion déclarée, en revanche, oriente les attitudes politiques : comparativement aux personnes athées ou sans religion, les musulmans ont presque deux fois plus de chances de se placer à gauche que de choisir un autre positionnement et les chrétiens deux fois moins. Le fait de résider en ZUS augmenterait également le positionnement à gauche. Ce dernier effet reste incertain, les données

30. Brevet de collèges.

31. Certificat d'aptitude professionnelle – Brevet d'études professionnelles.

sur le contexte résidentiel étant rares dans l'enquête TeO. De plus, les travaux de Jean-Louis Pan Ké Shon ont montré que l'étude des effets de contexte demande une analyse spécifique allant au-delà du cadre de la présente contribution³².

Tableau 2 : Probabilités (odds ratios) de jeunes d'être intéressés par la politique et de se positionner à gauche selon la provenance de leurs parents

	Probabilité d'être intéressé par la politique		Probabilité de se positionner à gauche (plutôt qu'à droite ou au centre)	
Population majoritaire	Réf		Réf	
DOM	1,1	ns	2,0	***
Maghreb	1,9	***	1,6	***
Afrique subsaharienne	1,6	***	3,1	***
Asie du Sud-Est	1,2	*	0,9	ns
Turquie	1,2	*	0,9	ns
Portugal	1,1	ns	1,4	**
Espagne-Italie	1,2	*	1,3	*
Autres pays UE 27	1,6	***	1,3	ns
Autres pays	1,5	***	1,6	***
Hommes	Réf		Réf	
Femmes	0,8	***	1,3	***
18-25 ans	Réf		Réf	
26-35 ans	1,5	***	1,1	ns
Employés et ouvriers non qualifiés	Réf		Réf	
Indépendants	1,0	ns	0,6	***
Cadres et assimilés	1,6	***	0,6	***
Professions intermédiaires	1,3	***	1,0	ns
Employés et ouvriers qualifiés	0,9	**	1,1	ns
Sans diplôme	Réf		Réf	
BEPC	1,7	***	1,5	*
CAP-BEP	1,3	**	0,7	*
Baccalauréat	2,3	***	0,9	ns
> baccalauréat	3,8	***	0,9	ns
Études en cours < baccalauréat	1,6	***	0,7	ns
Études en cours > baccalauréat	4,4	***	0,9	ns
Sans religion / athées	Réf		Réf	
Chrétiens	1,1	*	0,5	***
Musulmans	1,1	ns	1,7	***
Autres religions	1,1	ns	0,7	**
En emploi	Réf		Réf	
En cours d'études	1,1	ns	1,1	ns
Au chômage ou inactif	1,0	ns	1,1	ns
Ne vit pas en ZUS	Réf		Réf	
Vit en ZUS	1,0	ns	1,4	***

Champ : Jeunes (18-35 ans) de la population majoritaires ou descendants de migrants.

Lecture : Les coefficients sont présentés sous la forme d'odds ratio, qui indiquent le rapport des chances rapporté à la modalité de référence (notée Réf).

ns : non significatif, * significatif à 1 %, ** à 5 %, *** à 10 %

Source : *Enquête Trajectoires et Origines*, INED-INSEE, 2008.

32. Cf. PAN KÉ SHON, Jean-Louis, "Déterminants de la non-inscription électorale et quartiers sensibles en France", *Population*, vol. 59, n° 1, janvier-février 2004, pp. 147-160.

Par ailleurs, les effets de la position sociale et du sexe se maintiennent : toutes choses égales par ailleurs, les enfants de travailleurs indépendants et de cadres se positionnent davantage à droite que les enfants des autres catégories sociales, et en particulier des milieux populaires et les femmes plus à gauche que les hommes.

Enfin, les résultats confirment l'hypothèse d'un « *clivage par la couleur* » (*color divide*) émise par Patrick Simon et Vincent Tiberj³³. Ce sont en effet les membres des groupes issus de l'immigration maghrébine, africaine et des DOM qui s'ancrent le plus à gauche, vraisemblablement en raison de l'expérience sociale des discriminations auxquelles ils sont confrontés dans la société française.

Les pratiques politiques des jeunes

En France, jusqu'en 1997, il était nécessaire de s'inscrire sur les listes électorales dans sa commune de résidence plusieurs mois avant le scrutin pour pouvoir voter³⁴. Comme il n'est pas possible, à partir des données d'enquête, de vérifier le statut réel en ce qui concerne l'inscription des individus, les résultats présentés s'appuient sur les réponses des enquêtés, ce qui doit amener à quelques précautions dans les interprétations. En effet, il a été montré que les questions relatives à l'inscription sur les listes électorales sont susceptibles de générer des biais de désirabilité sociale et de provoquer ainsi une sur-déclaration, ce qui est d'autant plus probable ici que la formulation de l'enquête TeO ne reprend pas la formulation de type "pommade"³⁵ utilisée dans les enquêtes électorales pour réduire la culpabilité associée à la non-inscription sur les listes électorales.

La surdéclaration peut également résulter du fait que certaines personnes ont été radiées suite à un déménagement ou à des procédures de révision des listes électorales qui exigent que l'on engage une démarche administrative de réinscription. Dans ce cas de figure, les électeurs pensent être encore inscrits sur les listes électorales mais ne le sont plus. Un risque de sous-déclaration concernant l'inscription réelle

33. SIMON, Patrick ; TIBERJ, Vincent, *La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France, op. cit.*

34. L'inscription sur les listes électorales est une obligation légale en France pour les citoyens disposant de leurs droits civiques, mais aucune sanction ni aucune amende n'est prévue en cas d'infraction. Depuis 1997, tous les jeunes atteignant 18 ans lors d'une échéance électorale sont automatiquement inscrits sur les listes électorales.

35. Cf. GRUNBERG, Gérard ; MAYER, Nonna ; SNIDERMAN, Paul (sous la direction de), *La démocratie à l'épreuve : nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002, 350 p.

existe également : de nombreux individus, notamment chez les plus jeunes, sont en effet pris en charge par la procédure d'inscription automatique sur les listes électorales dans leur commune de résidence, sans en avoir nécessairement connaissance.

Tableau 3 : Participation politique des jeunes selon la provenance de leurs parents

Provenance des parents	Part des jeunes nationaux déclarant être inscrits sur les listes électorales	Part des jeunes nationaux inscrits sur les listes électorales déclarant avoir voté en 2007 (élection présidentielle) et/ou en 2008 (élections municipales)
Population majoritaire	87	92
DOM	87	88
Maghreb	83	88
Afrique subsaharienne	81	86
Asie du Sud-Est	85	86
Turquie	78	82
Portugal	83	85
Espagne-Italie	88	92
Autres pays de l'UE 27	89	89
Autres pays	83	86

Champ : Jeunes (18-35 ans) de la population majoritaires ou descendants de migrants ayant la nationalité française (inscriptions) et étant inscrits (vote) ; résultats pondérés.

Lecture : 87 % des jeunes de la population majoritaire déclarent être inscrits sur les listes électorales ; 92 % de ceux inscrits sur les listes électorales déclarent avoir voté (aux élections municipales de 2008 et/ou à l'un des deux tours de l'élection présidentielle de 2007).

Source : Enquête *Trajectoires et Origines*, INED-INSEE, 2008.

Le croisement de l'origine migratoire déclarée avec l'inscription sur les listes électorales montre que les descendants d'immigrés indiquent être effectivement inscrits dans 83 % des cas, contre 87 % des jeunes de la population majoritaire ou descendants de personnes originaires d'un DOM (tableau 3). Les enfants d'immigrés turcs et subsahariens affichent des taux d'inscription sensiblement plus faibles (respectivement 78 % et 81 %) que ceux de tous les autres groupes. Un maximum est atteint pour les jeunes issus de l'ancienne immigration d'Europe du Sud, hors Portugal (88 %) ou d'autres pays européens (89 %), tandis que les enfants d'immigrés portugais, d'Asie du Sud-Est ou du Maghreb sont dans une position intermédiaire. Hormis les descendantes d'immigrés turcs, les femmes sont davantage inscrites sur les listes électorales que les hommes.

Tableau 4 : Probabilités (odds ratios) d'être inscrit sur les listes électorales et d'avoir voté en 2007 et/ou en 2008

	Probabilité d'être inscrit sur les listes électorales		Probabilité d'avoir voté en 2007 et/ou en 2008	
Population majoritaire	Réf		Réf	
DOM	1,1	ns	0,7	**
Maghreb	1,0	ns	0,8	ns
Afrique subsaharienne	1,0	ns	0,8	ns
Asie du Sud-Est	1,0	ns	0,8	ns
Turquie	0,8	ns	0,5	***
Portugal	0,8	ns	0,6	***
Espagne-Italie	1,1	ns	1,0	ns
Autres pays UE 27	1,1	ns	0,8	ns
Autres pays	0,7	*	0,8	ns
Hommes	Réf		Réf	
Femmes	1,1	*	1,1	ns
18-25 ans	Réf		Réf	
26-35 ans	0,8	***	1,5	***
Employés et ouvriers non qualifiés	Réf		Réf	
Indépendants	1,1	ns	0,8	ns
Cadres et assimilés	1,2	ns	1,1	ns
Professions intermédiaires	1,0	ns	1,1	ns
Employés et ouvriers qualifiés	1,0	ns	1,0	ns
Sans diplôme	Réf		Réf	
BEPC	1,9	***	1,3	ns
CAP-BEP	2,3	***	1,6	***
Baccalauréat	4,1	***	2,8	***
> baccalauréat	6,7	***	5,3	***
Études en cours < baccalauréat	0,8	ns	0,6	**
Études en cours > bac	4,4	***	3,0	***
Sans religion / athées	Réf		Réf	
Chrétiens	1,2	**	1,2	**
Musulmans	1,1	ns	1,3	*
Autres religions	0,8	ns	0,7	*
En emploi	Réf		Réf	
En cours d'études	0,5	***	0,6	***
Au chômage ou inactif	0,6	***	0,7	***
Ne vit pas en ZUS	Réf		Réf	
Vit en ZUS	0,8	*	1,0	ns

Champ : Jeunes (18-35 ans) de la population majoritaires ou descendants de migrants ayant la nationalité française (et inscrits sur les listes électorales pour la probabilité de voter).

Lecture : Les coefficients sont présentés sous la forme d'odds ratio, qui indiquent le rapport de chance rapporté à la modalité de référence.

ns : non significatif, * significatif à 1 %, ** à 5 %, *** à 10 %

Source : Enquête *Trajectoires et Origines*, INED-INSEE, 2008.

Les données nous renseignant sur le vote reposent également sur les déclarations individuelles et sont donc de nouveau potentiellement sur-estimées. Parmi les jeunes inscrits sur les listes électorales, 88 % des descendants de migrants déclarent avoir voté au moins une fois lors des échéances électorales de 2007 (élections municipales) et/ou de 2008 (élection présidentielle), contre 92 % des jeunes de la population

majoritaire (tableau 3). Les descendants d'immigrés originaires de Turquie et du Portugal témoignent d'un niveau de mobilisation relativement faible (respectivement 82 % et 85 %) comparativement aux autres groupes dont la participation oscille autour de la moyenne (88 %). Les filles d'immigrés originaires d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud-Est et de Turquie sont davantage abstentionnistes que leurs homologues masculins. Dans les autres groupes, les femmes exercent plus fréquemment que les hommes leur droit de vote.

Les analyses multivariées, construites sur le même modèle que les précédentes, montrent que les écarts hommes-femmes (tant pour l'inscription sur les listes électorales que pour l'exercice du droit de vote) disparaissent une fois que les principales variables sociologiques susceptibles d'influencer le niveau de participation politique sont contrôlées (tableau 4). Davantage intéressés par la politique, les étudiants et les diplômés de l'enseignement supérieur sont également plus souvent inscrits sur les listes électorales et exercent plus fréquemment leur droit de vote que les autres jeunes. Les moins enclins à participer à la vie politique sont les jeunes sans diplôme ou qui étaient encore scolarisés dans l'enseignement secondaire au moment de l'enquête. L'âge détermine aussi les comportements politiques mais avec des effets contraires selon que l'on s'intéresse à l'inscription sur les listes électorales ou à l'exercice du droit de vote. Dans le premier cas, les plus âgés sont moins souvent inscrits sur les listes électorales que les plus jeunes. On voit là les effets de la procédure d'inscription automatique, qui ne parvient toutefois pas à contrecarrer la tendance à l'abstentionnisme des plus jeunes.

Confirmant les travaux menés sur la population générale, les résultats de l'enquête TeO montrent que les jeunes précaires (au chômage ou inactifs) et les jeunes non installés (en cours d'études) participent nettement moins à la vie politique que les jeunes ayant un emploi³⁶.

L'appartenance religieuse, de même que l'origine, déterminantes des attitudes politiques, ne jouent pas significativement sur le comportement politique. Se démarquent les jeunes Français d'origine turque et portugaise et, dans une moindre mesure, les descendants des personnes originaires des DOM par une moindre participation aux échéances électorales de 2007 et/ou de 2008. L'introduction des indicateurs de l'attitude politique des jeunes dans les modèles sur leur participa-

36. L'origine sociale n'a en revanche aucun effet significatif sur la participation politique effective des jeunes.

tion effective ne change pas fondamentalement la donne (résultats non présentés). Il faut noter toutefois qu'un intérêt marqué pour la politique est, toutes choses égales par ailleurs, susceptible d'accroître le niveau de mobilisation effective (inscription sur les listes électorales et exercice du droit de vote).

Conclusion

Ces résultats remettent en cause l'hypothèse d'une moindre politisation des descendants de migrants. En effet, ni la religion ni l'origine ne pèsent de façon significative sur le fait de voter dès lors que les individus sont inscrits sur les listes électorales. En amont, nous n'observons pas d'effets de la religion ni de l'origine des jeunes Français descendants de migrants sur leur taux d'inscription sur les listes électorales. En articulant l'étude des comportements politiques avec celles des attitudes, nous identifions en revanche des effets très nets du sexe, de l'origine et de la religion sur les niveaux d'intérêt et les positionnements politiques.

Contrairement à ce que nous pouvions être amené à penser, les origines sociales (plus modestes) et les parcours éducatifs marqués par la ségrégation scolaire³⁷ des jeunes issus de l'immigration n'influencent pas négativement leur intérêt pour la politique ni leur capacité à se positionner sur le spectre politique. Nous observons une déconnexion des facteurs explicatifs des attitudes et des comportements politiques. Alors que les variables sociologiques communes à l'ensemble de la population sont les principaux facteurs explicatifs des pratiques et de la participation politique, les variables associées à l'origine migratoire et à l'identification à la religion musulmane pèsent significativement sur les préférences politiques des enquêtés. La moindre participation observée des descendants de migrants tant en matière d'inscription sur les listes électorales que de participation électorale ne peut donc pas s'expliquer par une absence de politisation.

La dynamique à l'œuvre s'apparente davantage à une fragmentation de l'articulation des attitudes et des comportements, marquée par une défiance politique importante à l'égard du personnel et des partis politiques. En témoignant d'un attachement marqué à la gauche, ils

37. Cf. OBERTI, Marco ; PRÉTECEILLE, Edmond ; RIVIÈRE, Clément, *Les effets de l'assouplissement de la carte scolaire dans la banlieue parisienne. Rapport de la recherche réalisée pour la HALDE – Défenseur des droits et la DEPP, ministère de l'Éducation nationale*, Paris : Sciences Po-OSC, 2012, 216 p., <http://www.sciencespo.fr/osc/sites/sciencespo.fr.osc/files/rapport-cartescolaire.pdf>

participent activement de la structure des clivages politiques qui organisent le système partisan français.

